



**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS  
(REPUBLIQUE DU SENEGAL)**

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE  
LA PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES  
CONTRACTANTES DU GROUPE II (GESTION 2012)

**Hôpital Principal de  
Dakar (HPD)**

**RAPPORT DEFINITIF**



Juillet 2014



**Grant Thornton**

**Grant Thornton**  
2 place de l'indépendance  
Immeuble SDIH  
2e, 3e et 4e étage  
BP 7642 - Dakar  
T 00 221 33 889 70 70  
F 00 221 33 821 10 70  
[grantthornton@sn.gt.com](mailto:grantthornton@sn.gt.com)

[www.grantthornton.sn](http://www.grantthornton.sn)

## SIGLES ET ACRONYMES

<b>AC</b>	: Autorité contractante
<b>ARMP</b>	: Autorité de Régulation des Marchés Publics
<b>AGPM</b>	: Avis Général de Passation des Marchés
<b>AOO</b>	: Appel d’Offres Ouvert
<b>AOR</b>	: Appel d’Offres Restreint
<b>CM</b>	: Commission des Marchés
<b>CCAG</b>	: Cahier des Clauses Administratives et Générales
<b>CMP</b>	: Code des Marchés Publics
<b>CPM</b>	: Cellule de Passation des Marchés
<b>CRD</b>	: Comité de Règlement des Différends
<b>DAO</b>	: Dossier d’Appel d’Offres
<b>DCMP</b>	: Direction Centrale des Marchés Publics
<b>DRP</b>	: Demande de Renseignements et de Prix
<b>HPD</b>	Hôpital Principal de Dakar
<b>PV</b>	: Procès verbal
<b>PPM</b>	: Plan de Passation des Marchés
<b>PI</b>	: Prestations Intellectuelles
<b>TDR</b>	: Termes de référence
<b>UEMOA</b>	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
<b>N/A</b>	: Non applicable

Dakar, le 15 juillet 2014

**A Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics  
Dakar**

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**Monsieur le Directeur Général,**

En exécution de la mission que l'ARMP a bien voulu nous confier et relative à la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés publics conclus par les autorités contractantes du groupe II pour la Gestion 2012, nous avons l'honneur de vous soumettre, conformément aux termes de référence, notre rapport définitif concernant l' **Hôpital Principal de Dakar (HPD)**. Ce rapport tient compte des observations envoyées par courrier N°1341/HPD/SAGF/CM du 18 juin 2014 par ladite autorité contractante à la suite de notre rapport provisoire.

Nous avons effectué notre revue sur la base des termes de référence (TDR) du contrat signé entre l'Autorité de Régulation des Marchés publics et le cabinet Grant Thornton.

Selon les TDR, la mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus en 2012 par les autorités contractantes ciblées, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des obligations de l'Administration, le Décret 2011- 1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et ses arrêtés d'application.

C'est ainsi qu'au terme de nos diligences réalisées selon l'approche détaillée au point 2 du présent rapport, nous vous présentons la synthèse de nos travaux.

**SYNTHESE DE NOS TRAVAUX**

Au cours de la gestion 2012, l' **Hôpital Principal de Dakar (HPD)** a conclu quarante deux (42) marchés selon la liste communiquée par le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés, pour un coût global de KF CFA 3 432 082. Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur seize (16) marchés dont huit (08) passés par appels d' offres ouverts, quatre (04) par entente directe et quatre (04) par la procédure de demande de renseignements et de prix.

Notre sélection peut être récapitulée comme suit :

Mode de passation		HPD				
		Récapitulatif des marchés (en F CFA)		Marchés sélectionnés pour revue (en F CFA)		
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Scoop en volume/mode
DRP		10	73 516 516	4	39 809 472	40%
AOO	> Seuil DCMP					
	<Seuil DCMP	28	2 645 200 451	8	643 194 634	29%
PI						
AOR						
ED		4	713 364 932	4	713 364 932	100%
TOTAL		42	3 432 081 899	16	1 396 369 038	
Taux de couverture				38%	41%	

Au terme de nos travaux, les principaux constats peuvent être résumés comme suit :

## **CONSTATS D'ORDRE GENERAL**

### **■ ABSENCE DE PUBLICATION DES ATTRIBUTIONS DEFINITIVES**

Nous avons constaté que la publication des avis d'attribution définitive des marchés conclus par appel d'offres n'est pas systématique, en violation des dispositions de l'article 84 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

### **■ DEFAUT DE DEMANDE DES GARANTIES DE BONNE EXECUTION**

Nous avons constaté que les garanties de bonne exécution qui sont exigées si le montant atteint un certain seuil n'ont pas été demandées aux titulaires en violation des dispositions de l'article 115 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de l'article premier de l'arrêté n°11584 du 28 décembre 2007 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution.

### **■ DEFAUT DE PUBLICATION DES ATTRIBUTIONS DES MARCHES DE DRP**

Au terme de nos travaux, nous avons constaté l'absence de transmission des procès verbaux d'attribution des marchés de DRP à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

### **■ INSUFFISANCE DU SYSTEME D'ARCHIVAGE**

Le dispositif d'archivage et de classement mis en place par l'HPD pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Les marchés examinés ne comportent pas toujours l'ensemble des documents requis.

### **■ NON APPROBATION FORMELLE DES PROCES VERBAUX D'ATTRIBUTION**

Nous avons constaté lors de nos travaux que les procès verbaux d'attribution ne font pas l'objet d'une approbation formelle par la Personne Responsable des Marchés (PRM) en violation de l'article 83-3 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.

### **■ DEFAUT DE CONVOCATION A TEMPS DES MEMBRES DE LA COMMISSION DES MARCHES**

Les membres de la commission ne sont pas convoqués cinq jours francs avant la tenue de leurs réunions en violation de l'article 39.1 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.

## **CONSTATS SPECIFIQUES**

Nos travaux ont porté sur 16 marchés. Notre sélection est composée d'AOO pour 50% de DRP pour 25% et de marchés passés par ED pour 25%.

- Pour neuf (9) de ces marchés, nous n'avons pas relevé de constats spécifiques en dehors des constats à caractère général : ces marchés sont détaillés au point 5.2.2 du présent rapport.
- Pour cinq des marchés passés par appel d'offres examinés, les délais entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire dépassent ceux prévus par les dispositions des articles 70 et 83 alinéas 1 et 3 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics. Ce délai est de 21 jours au maximum c'est à dire quinze (15) jours au maximum pour l'analyse et l'évaluation, trois (03) jours pour attribution et établissement du procès verbal et enfin trois (03) jours pour approbation du procès verbal d'attribution. Les cinq marchés concernés sont listés ci-dessous :
  - Fourniture de six (6) lots de consommables d'ateliers, pour un montant minimum de F CFA 48 013 321 ;
  - Travaux de maintenance de dispositifs biomédicaux, pour un montant minimum de F CFA 55 460 000 ;

- Fourniture en 8 lots d'équipement pour le service de Médecine, pour un montant de F CFA 96 894 400 ;
  - Fourniture de centrifugeuse (lot6) et appareil d'ECHODOPPLER d' un montant de F CFA 81 148 261 ;
  - Fourniture en trois lots de fournitures pour imagerie médicale: sous lot 3 du lot n° 1 les articles 1 à 8 du lot 2 et les articles 4 à 8 et 11 du lot 3, pour un montant de F CFA 96 894 400.
- Pour les marchés de fourniture d' un lot unique des vaisselles à la restauration d' un montant minimum de F CFA 5 564 497 et de fourniture de flacons PET stérilisés de 1,5 litres avec les bouchons pour les services cliniques d' un montant de F CFA 14 726 400, les plis ne sont pas ouverts aux date et heure limites fixées dans l' avis d' appel d' offres et aucun avis attestant d' un report de la date limite de dépôt des offres ne nous a été transmis en violation des dispositions de l' article 67 alinéas 1 et 2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics. En effet, pour le premier, la date limite était fixée pour le 29 juin 2012 et la séance d'ouverture s'est tenue le 03 juillet 2012 et pour le deuxième, la date limite était fixée le 19 mars 2012 et la séance d'ouverture ne s'est tenue que le 30 mars 2012.
- Nous avons constaté pour le marché relatif aux travaux de maintenance de dispositifs biomédicaux d' un montant minimum de F CFA 55 460 000, le défaut d' approbation dans le délai de validité des offres de 90 jours exigé dans l'AAO publié et indiqué dans la clause 19.1 des DPAO. Il y a lieu de noter qu' aucune demande de prolongation de délai de validité des offres n'a été versée dans le dossier ;
- Nous avons constaté qu' une clause de révision des prix durant l'exécution des prestations n' a pas été insérée dans le contrat du marché de maintenance préventive et curative de la centrale d'air et d'oxygène d' un montant de F CFA 50 480 000 conclu par entente directe ; cela en violation des dispositions de l'article 76 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 Portant Code des marchés publics.

## SYNTHESE DE NOS CONCLUSIONS

Au terme de nos travaux, nous estimons que l' Hôpital Principal de Dakar a globalement respecté les procédures de passation et d' exécution édictées par la réglementation des marchés publics pour les appels d' offres (08) et les ententes directes (04). Cependant, pour les quatre (04) DRP examinées, les plis ne sont généralement pas ouverts aux heures et dates limites de dépôt des offres et les résultats ne sont pas publiés sur le site des marchés publics.

S' agissant des procédures de l' exécution, elles sont globalement conformes. Cependant, il y a lieu de relever que les garanties de bonne exécution requises pour dix (10) des marchés examinés ne figurent pas dans le dossier qui nous a été transmis.

Nous tenons à remercier l'ensemble des interlocuteurs rencontrés pour leur disponibilité et leur collaboration au moment de notre intervention.

Nous vous souhaitons bonne réception du présent rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur général**, l'assurance de notre considération distinguée.

**Mansour GAYE**  
Associé



## TABLE DES MATIERES

<b>I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION .....</b>	<b>7</b>
1.1. CONTEXTE.....	8
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR .....	8
<b>II. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES .....</b>	<b>10</b>
2.1. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE .....	11
2.2. COORDINATION GENERALE DE LA MISSION .....	11
2.3. PHASE DE PRE-AUDIT .....	11
2.4. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES .....	13
2.5. REVUE DES PROCEDURES D'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	14
2.6. CONTROLE QUALITE ET REVUE INDEPENDANTE .....	14
2.7. RESTITUTION DES RAPPORTS .....	14
<b>III. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS .....</b>	<b>15</b>
3.1. LE CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE .....	16
3.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES .....	17
<b>IV. LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES .....</b>	<b>20</b>
4.1. LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES .....	21
4.2. LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES .....	21
4.3. LA COMMISSION DES MARCHES .....	22
4.4. LA COMMISSION DE RECEPTION.....	22
<b>V. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS DE L'HPD.....</b>	<b>23</b>
5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER .....	24
5.2. CONSTATS DE L'AUDIT ET RECOMMANDATIONS .....	24
5.3. SYNTHESE .....	25
5.4. INSPECTION PHYSIQUE .....	29
5.4. TABLEAU DE SUIVI DES RECOMMANDATIONS .....	30
<b>ANNEXES .....</b>	<b>31</b>

## **1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## 1.1 CONTEXTE

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

## 1.2 OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ❖ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- ❖ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- ❖ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ❖ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;



- ❖ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ❖ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ❖ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ❖ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
- ❖ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ❖ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,
- ❖ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- ❖ Formuler des recommandations.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant ont porté sur :

- Le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- Le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart a été relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante a été examinée ;
- Le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- L'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- L'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

## **2. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES**

## **2.1 CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE**

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les TDR, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière plus précise, notre démarche est la suivante:

- Etablissement de la feuille de route et prise de contact avec l'ARMP pour assurer une planification correcte des missions à réaliser (réunion de démarrage) ;
- Planification et prise de connaissance générale des entités à auditer ;
- Revue des textes régissant les structures à auditer et des rapports relatifs aux audits précédents ;
- Analyse et évaluation de l'organisation institutionnelle de chaque entité concernée ;
- Revue de la procédure de passation et d'exécution des marchés ;
- Elaboration des rapports provisoires ;
- Réception et traitement des commentaires des audités ;
- Traitement des requêtes spéciales ;
- Elaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse ;
- Contrôle qualité ;
- Restitution.

## **2.2 COORDINATION GENERALE DE LA MISSION**

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège est composée d'un noyau sous la direction d'un Expert financier qui a une expérience avérée en passation de marchés.

Ce dernier est assisté d'auditeurs en passation de marchés et d'une assistante de direction. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin (experts en informatique, ingénieurs en génie civil, etc.). Le support des équipes d'experts est concentré sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, en fonction de nos expériences d'audits similaires en Afrique, pour garantir les meilleures conditions pour la conduite de travaux d'audit efficaces et de haute qualité.

L'équipe d'appui du Siège est placée sous la responsabilité d'un Auditeur Sénior Manager et rompu aux missions d'audit technique et de revue de procédures de passation de marchés au Sénégal et dans la sous-région francophone.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du Siège a un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur au sein du Cabinet Grant Thornton, certifié ISO 9001 Version 2008 depuis décembre 2009. Son profil le prédestine à s'impliquer de manière significative sur le terrain.

Par ailleurs, les ingénieurs domaines, prévus dans les TDRs sont positionnés dans l'équipe d'appui pour être mobilisés sur le terrain des opérations en fonction des exigences de chaque instant.

## **2.3 LA PHASE DE PRE-AUDIT**

Après les formalités de négociation et de finalisation du contrat et la phase préparatoire, l'équipe a tenu une réunion de démarrage avec l'ARMP, au cours de laquelle des informations ont été échangées, les attentes précisées et les premières contraintes identifiées. A ce stade, au niveau de chaque autorité contractante, nous avons tenté d'obtenir certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- la liste complète de tous les marchés passés en 2012 ;

- les plans de passation des marchés ;
- l'état d'exécution du plan de passation des marchés ;
- les extraits budgétaires de la gestion 2012 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2012 ;
- les rapports de corps de contrôle de l'Etat ;
- l'ensemble des pièces relatives à chaque acquisition ;
- les rapports d'activités ;
- l'organigramme et /ou le document organisant l'autorité contractante ;
- les actes de désignation des membres de la Commission de passation des marchés ;
- les situations relatives aux marchés et collectées auprès de la DCMP et d'autres services afin d'être confrontées aux listes qui seront ultérieurement obtenues des autorités contractantes;
- les états financiers au 31 décembre 2012 ;
- le fichier des immobilisations ;
- la balance générale au 31 décembre 2012 ;
- toute autre documentation utile à la mission.

### **2.3.1 PREPARATION DU PLAN D'AUDIT**

En fonction de nos échanges au sein de l'équipe clé et des termes de références, nous avons préparé un plan d'audit global.

Ce plan global a été affiné pour donner un plan détaillé, plus exactement un programme de travail adapté, incluant une information précise sur les procédures d'audit et les tests à appliquer durant la mission sur le terrain. Le plan global inclut les propositions de dates pour l'audit, une évaluation intermédiaire des risques d'audit et le niveau proposé de test basé sur les contrôles perçus comme étant mis en place, le degré « d'audit confiance » requis et de matérialité par seuil.

Nos plans ont été conçus afin de nous permettre de conduire les travaux de manière efficace, efficiente et économique, et avec un minimum d'inconvénients pour les audités, et nous nous sommes assurés que :

- les problèmes potentiels ont été identifiés au plus tôt;
- une attention particulière a été dévolue aux zones à risques de l'audit;
- les travaux d'audit seront rapidement menés et le dossier revu aisément;
- le travail a été réparti de manière adéquate entre membres de l'équipe d'audit.

### **2.3.2 PROGRAMMATION DES MISSIONS AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES**

Une fois que les entités à auditer ont été avisées, munis des lettres d'introduction, nous avons pris contact avec les personnes responsables de ces entités afin de trouver rapidement un accord sur les dates de l'audit et faire approuver l'ordre chronologique des visites. Nous nous sommes assuré que les personnes clés à rencontrer sont disponibles aux dates convenues. Nous avons pris soin de confirmer par courrier les arrangements convenus avec les autorités contractantes.

Avec cette approche, nos communications avec les audités, empreintes du professionnalisme requis, nous ont permis de nous assurer d'un maximum de coopération et d'une traçabilité sans faille.

### **2.3.3 REUNION DE DEMARRAGE AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES CIBLEES PAR L'AUDIT**

Durant les réunions de démarrage avec les audités, nous nous sommes assurés des tâches déterminées dans le programme avec le personnel de l'Audit et avons recadré nos objectifs. Nous avons obtenu une description :

- du cadre réglementaire et institutionnel,
- du niveau d'application du nouveau Code de Marchés Publics par la mise en place de la structure organisationnelle, des contrôles internes et des procédures de management de l'Audit en utilisant un questionnaire de contrôle interne,
- du niveau de formation des acteurs intervenant dans les marchés publics.

Cette phase nous a permis de comprendre tous les mécanismes des différents types de structures ciblées à travers l'analyse de la structure organisationnelle et de son fonctionnement, et de vérifier la fiabilité des procédures de gestion administrative et de contrôle interne.

## **2.4 PHASE DE REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES**

### **2.4.1. L'ÉCHANTILLONNAGE**

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a été composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière de revue. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

### **2.4.2 REALISATION DES TRAVAUX D'AUDIT SUR SITE**

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons réalisé durant la phase d'exécution de l'audit sur site, des tests sur l'échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests ont été menés par rapport à la traçabilité de chaque contrat, de l'expression du besoin en passant par la budgétisation jusqu'au paiement. Ces tests nous ont permis de vérifier la conformité de la conception, l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec la loi relative aux marchés publics. Les tests qui ont été mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés ont intégré, outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes existantes;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières de la loi relative aux marchés publics telles que l'inscription préalable des marchés dans les PPM et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement formulées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché, une check list détaillée a été méticuleusement renseignée et présentée en annexe. L'ensemble de ces fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou plusieurs marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

Pour chaque structure audité, les constats ont été systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous avons proposé des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés, avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, il a été établi des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants).

## 2.5 AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES

Conformément aux termes de référence (TDR), nous avons procédé à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Ces marchés ont exclu logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc, objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications ont été faites sur la base des procès verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrain.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit physique a été articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

L'audit physique s'il ya lieu doit déboucher sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

## 2.6 PHASE DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE

Le contrôle qualité est une exigence à Grant Thornton, comme en atteste sa place dans notre manuel des normes et pratiques professionnelles conformément aux standards internationaux en matière d'audit. Le dossier de travail ainsi que tous les rapports ont été revus par un expert indépendant qui n'a pas participé à la mission.

Son rôle est de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales reprises dans notre manuel d'exercice professionnel.

Pour l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts a été mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu en fonction de leur gravité soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l' ARMP.

## 2.7 PHASE DE RESTITUTION DES RAPPORTS

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit.

De plus, chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- ❖ rapport provisoire ;
- ❖ rapport final.

### **3. ENVIRONNEMENT LEGISLATIF, REGLEMENTAIRE ET DISPOSITIF INSTITUTIONNEL**

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

### 3-1 CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique 2007-29 du 10 Décembre 2007 modifiant la loi organique 2001-09 du 15 Octobre 2001 relative aux lois de Finances ;
- Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi 96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi 99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret 2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics
- Décret 2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011;
- Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté 11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté 11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;



- Arrêté 11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté 11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté 11587 /MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

### **3-2 LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La passation des marchés publics est d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier.

Aussi le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il mis en place une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

#### **3.2.1 LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté 11586/MEF du 28 Décembre 2007 dont, entre autres :

- L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- L'établissement, en début d'année du plan consolidé annuel de,
- matière de marchés publics,
- La tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- L'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

#### **3.2.2. LA COMMISSION DES MARCHES**

L'arrêté 11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des Commissions des marchés, fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

### 3-3 LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTRÔLE

Le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation.

#### 3.3.1 LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES PUBLICS

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

#### 3.3.2 L' AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

### 3-4 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

*Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics*

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

*Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres*

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

### **3-5 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES**

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

## **4 LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES PUBLICS AU SEIN DE L'HPD**

#### **4.1 La PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES (PRM)**

L'Hôpital Principal de Dakar (HPD) est un Etablissement Public de Santé à Statut Spécial créé par la loi 2000-01 du 10 Janvier 2000, modifiée par la loi 2008-21 du 22 Avril 2008 qui l'a érigé en Etablissement public hospitalier militaire à Statut spécial. Il est l'Hôpital d'instruction du Service de santé des Armées

L'Hôpital Principal de Dakar est administré par un Conseil d'Administration et dirigé par un Médecin-Chef.

Il est placé sous la tutelle administrative du Ministre des Forces Armées.

Le Médecin-Chef, Directeur de l'établissement, Ordonnateur du budget, est la personne responsable des marchés (PRM).

#### **4.2. LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES (CPM)**

Elle est notamment chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation de marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des marchés. A ce titre, les dispositions de l'arrêté N° 11586/MEF du 28 Décembre 2007 délimitent les attributions de la CPM au niveau de chaque autorité contractante. Elle est notamment chargée, entre autres, des activités suivantes :

- l'examen de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à transmettre à des tiers en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à signer avec des tiers en matière de marchés publics ;
- l'établissement en début d'année du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'autorité contractante ;
- l'établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication conformément aux articles 6 et 56 du CMP ;
- l'insertion des avis et autres documents relatifs à la passation des marchés dans le système national informatisé de gestion des marchés ;
- la tenue du secrétariat de la commission des marchés ;
- l'appui aux différents services pour les opérations de passation des marchés ;
- l'identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

La Cellule de Passation des Marchés de l'HPD est instituée par Note de service N°0450/HPD/MC du 14/03/2008. Elle est suffisamment étoffée et fonctionne régulièrement.

#### **4.3. LA COMMISSION DES MARCHES (CM)**

Les membres de la commission des Marchés de l'Hôpital Principal de Dakar sont nommés pour la gestion 2012 par note de service N°079/HPD/SAGF/CM du 09 Janvier 2012.

Nous constatons que la nomination des membres de la Commission des marchés est intervenue 4 jours après la date limite fixée par l'arrêté N° 11588 du 28 Décembre 2007 qui stipule « au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants, visés à l'article 36, alinéa 4 du Code des Marchés publics, sont communiquées à l'Autorité de Régulation des marchés publics et à la Direction centrale des Marchés publics »

#### **4.4. LA COMMISSION DE RECEPTION (CR)**

Elle est instituée par Note de service N°2289/HPD/MC du 14 Septembre 2010. Elle est composée de membres permanents et de membres non permanents.

## **5. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS**

## 5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

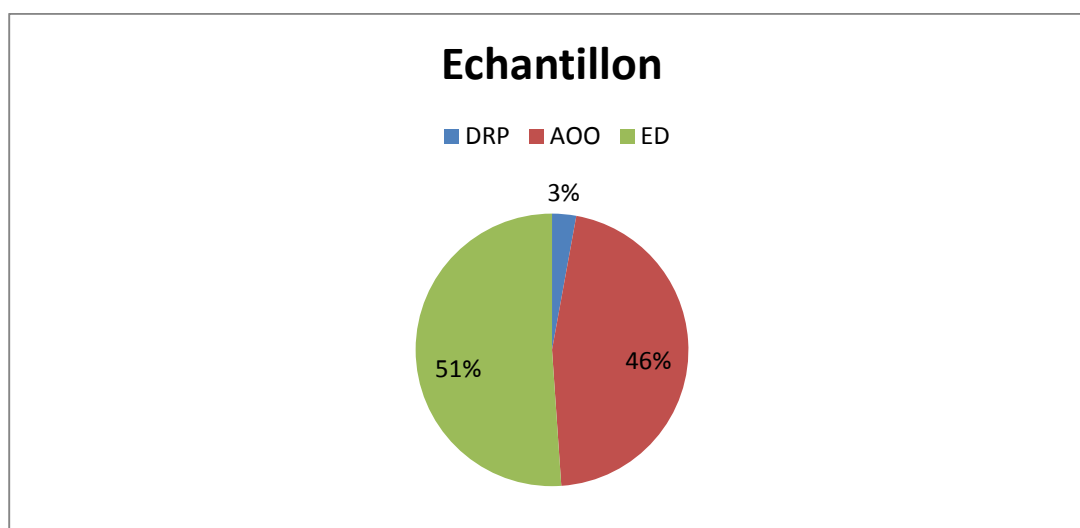
Au titre de la gestion 2012, l' **Hôpital Principal de Dakar (HPD)** a conclu quarante deux (42) marchés selon la liste communiquée par le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés, pour un coût global de KF CFA 3 432 082. Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur seize (16) marchés dont huit (08) passés par appel d' offres ouverts, quatre (04) par entente directe et quatre (04) par la procédure de demande de renseignements et de prix.

Notre sélection peut être récapitulée comme suit :

Mode de passation		HPD				
		Récapitulatif des marchés (en F CFA)		Marchés sélectionnés pour revue (en F CFA)		
				Nombre	Montant	Scoop en volume/mode
<b>DRP</b>		10	73 516 516	4	39 809 472	40%
AOO	> Seuil DCMP					
	<Seuil DCMP	28	2 645 200 451	8	643 194 634	29%
<b>PI</b>						
<b>AOR</b>						
<b>ED</b>		4	713 364 932	4	713 364 932	100%
<b>TOTAL</b>		<b>42</b>	<b>3 432 081 899</b>	<b>16</b>	<b>1 396 369 038</b>	
<b>Taux de couverture</b>				<b>38%</b>	<b>41%</b>	

## 5.2. CONSTATS DE L'AUDIT

L' échantillon peut être représenté graphiquement comme suit :



Au terme de nos travaux, les principaux constats peuvent être résumés ci-après :

### 5.2.1 CONSTATS D'ORDRE GENERAL

## ❖ CONSTAT 1

Nous avons constaté que les garanties de bonne exécution qui sont exigées si le montant du marché atteint un certain seuil n'ont pas été demandées aux titulaires en violation de l'article 115 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de l'article premier de l'arrêté n°11584 du 28 décembre 2007 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution.

## RECOMMANDATION

Nous recommandons à l'HPD de veiller au respect des dispositions du Code des marchés publics et de ses textes d'application en demandant les garanties de bonne exécution.

## ❖ CONSTAT 2

Au terme de nos travaux, nous avons constaté l'absence de transmission à la DCMP, des procès verbaux d'attribution des marchés passés par DRP, aux fins de publication dans le site des marchés publics, en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

## RECOMMANDATION

Nous recommandons à l'HPD de veiller au respect des dispositions de l'article 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics en transmettant les procès verbaux d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics.

## ❖ CONSTAT 3

Le dispositif d'archivage et de classement mis en place par l'HPD pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Les marchés examinés ne comportent pas toujours l'ensemble des documents requis.

## RECOMMANDATION

Nous recommandons à l'HPD de prendre les dispositions idoines afin de sauvegarder les dossiers de marchés par le biais d'un isolement des archives des dossiers de marchés dans un local prévu spécifiquement à cet effet.

## ❖ CONSTAT 4

Nous avons constaté lors de nos travaux que les procès verbaux d'attribution ne font pas l'objet d'une approbation formelle par la Personne Responsable des Marchés (PRM), en violation de l'article 83-3 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.

## RECOMMANDATION

Nous recommandons à l'HPD de faire approuver formellement les procès verbaux d'attribution par la PRM.

## ❖ CONSTAT 5

Les membres de la commission ne sont pas convoqués à cinq jours francs au moins avant la tenue de leurs réunions en violation de l'article 39.1 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.



## RECOMMANDATION

Nous recommandons à l' HPD de convoquer les membres de la commission au moins cinq (5) jours francs avant la tenue de leurs réunions.

### ❖ CONSTAT 6

Nous avons constaté la non-publication des avis d'attribution définitive en violation de l'article 84 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 Portant Code des marchés publics qui stipule que l'autorité contractante doit publier un avis de l'attribution définitive.

## RECOMMANDATION

Nous recommandons à l' HPD de procéder à la publication systématique des avis d' attribution définitive relatifs aux marchés passés par appels d' offres et aux marchés de prestations intellectuelles.

### 5.2.2 CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

Nos travaux nous ont permis de constater les anomalies suivantes :

#### ❖ **DEFAUT DE CONCOMITANCE ENTRE LA DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES ET LA DATE D' OUVERTURE DES PLIS**

Nous avons constaté que les plis relatifs aux marchés cités ci-après, n' ont pas été ouverts aux dates et heures indiquées dans les lettres d' invitation. En effet, pour le premier, la date limite était fixée le 29 juin 2012 et la séance d'ouverture ne s'est tenue que le 03 juillet 2012, alors que pour le second, la date limite était fixée le 19 mars 2012 et la séance d'ouverture ne s'est tenue que le 30 mars 2012 en violation de l'article 67 alinéas 1 et 2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011. **Fourniture d' un lot unique des vaisselles à la restauration, pour un montant minimum de F CFA 5 564 497 ;**

- **Fourniture de flacons PET stérilisés de 1,5 litre avec les bouchons pour les services cliniques, pour un montant de F CFA 14 726 400.**

#### ❖ **DELAI ANORMALEMENT LONG ENTRE L' OUVERTURE DES PLIS ET L' ATTRIBUTION PROVISOIRE**

Le délai entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire dépasse celui prévu par les dispositions des articles 70 et 83 alinéas 1 et 3 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui est de 21 jours au maximum c'est à dire quinze (15) jours au maximum pour l'analyse et l'évaluation, trois (03) jours pour attribution et établissement du procès verbal et enfin trois (03) jours pour approbation du procès verbal d' attribution. A titre d' exemple, l'ouverture des plis relatifs au premier marché cité ci-dessous est effectuée le 03 avril 2012 et la publication de l' avis d' attribution provisoire a eu lieu le 15 juin 2012, pour le deuxième marché cité ci-dessous, l'ouverture des plis a eu lieu le 15 mai 2012, le marché a été attribué provisoirement le 28 juin 2012 et la publication de l'avis d'attribution provisoire n'est intervenue que le 13 août 2012. Les marchés suivants sont concernés :

- Fourniture de six (6) lots de consommables d'ateliers, pour un montant minimum de F CFA 48 013 321 ;
- Travaux de maintenance de dispositifs biomédicaux, pour un montant minimum de F CFA 55 460 000 ;
- Fourniture en 8 lots d'équipement pour le service de Médecine, pour un montant de F CFA 96 894 400 ;
- Fourniture de centrifugeuse (lot6) et appareil d'ECHODOPPLER, pour un montant de F CFA 81 148 261

❖ **DEFAUT D' APPROBATION DU MARCHE DANS LE DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le marché relatif aux **travaux de maintenance de dispositifs biomédicaux, pour un montant minimum de F CFA 55 460 000** a été approuvé au-delà de la période de validité des offres de 90 jours exigé dans l'AAO publié et indiqué dans la clause 19.1 des DPAO et aucune demande de prolongation de délai de validité des offres n'a été versée dans le dossier. Ce retard peut entraîner une éventuelle actualisation des prix.

❖ **POUR LES MARCHES LISTES CI-DESSOUS, NOUS N' AVONS PAS CONSTATE D' ANOMALIES SPECIFIQUES HORMIS LES CONSTATS D' ORDRE GENERAL :**

- Fourniture de spécialités pharmaceutiques répartis en 19 lots, pour un montant minimum de F CFA 51 723 080 ;
- Fourniture en dix huit (18) lots de Réactifs et Consommables de Laboratoire, pour un montant F CFA 55 692 030 ;
- Fourniture de denrées alimentaires, pour un montant minimum de F CFA 117 467 930 ;
- Fourniture en trois lots de fournitures pour imagerie médicale: sous lot 3 du lot n°1 les articles 1à8 du lot 2 et les articles 4 à 8 et 11 du lot 3, pour un montant minimum de F CFA 2 438 333 ;
- Fourniture de produits pharmaceutiques, pour un montant de F CFA 59 778 446 ;
- Assistance et maintenance de l'Imagerie par Résonance Magnétique (IRM), pour un montant de F CFA 84 960 000 ;
- Maintenance préventive et curative de la centrale d'air et d'oxygène, pour un montant de F CFA 50 480 000 ;
- Fourniture de draps hospitaliers, au titre de l'année 2012, pour un montant de F CFA 12 390 000 ;
- Acquisition de pièce pour mammographie, pour un montant de F CFA 7 128 575.

### 5.3.1 TABLEAU STATISTIQUE DES ANOMALIES

[illegible]

### 5.3.2 TABLEAU DE SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ORGANISME RESPONSABLE
1	Défaut de transmission des avis d'attribution à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics.	- publier les avis d'attribution des marchés passés par DRP dans le site des marchés publics en application des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code marchés publics.	AC/CPM
2	Absence de concomitance entre la date limite de dépôt des offres et la date d'ouverture des plis.	- ouvrir les plis aux date et heure limites de dépôt des offres en application des dispositions de l'article 67 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code marchés publics.	AC/CPM
3	Insuffisance dans l'archivage et le classement des dossiers de marchés.	- archiver et classer les dossiers de marchés conformément au modèle type de l'ARMP.	AC/CPM
4	Convocation tardive des membres de la CM	- convoquer les membres de la CM au moins cinq (5) jours francs avant la tenue de leurs réunions	AC/CPM
5	Délai anormalement long entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire	- respecter le délai maximum de 21 jours entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire.	AC/CPM
6	Défaut d'approbation formelle des PV d'attribution	- faire approuver les PV d'attribution à la PRM	AC/PRM
7	Approbation du marché hors délai de validité des offres	- approuver les marchés avant la fin de validité des offres ou demander une prolongation des délais aux soumissionnaires	AC/PRM
8	Défaut de publication des attributions définitives	- publier les attributions définitives des appels d'offres et des prestations intellectuelles	AC/CPM

#### 5.4 TABLEAU DE SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

N°	RECOMMANDATIONS N-1	OBSERVATIONS
1	Le Ministère des Forces Armées n'est jamais représenté aux séances de la Commission des Marchés de l'HPD (à l'ouverture comme à l'attribution des offres) bien que régulièrement convoqué.	Recommandation maintenue
2	Lenteur dans l' exécution des marchés	Recommandation maintenue
3	Le délai de 15 jours requis entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission du marché à l'approbation n'est pas toujours respecté, pour la plupart des marchés passés par HPD	Recommandation maintenue

## ANNEXES

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX**

➤ **DRP - FOURNITURE D' UN LOT UNIQUE DES VAISSELLES A LA RESTAURATION**

**COMMENTAIRES SUR LE MARCHE**

La demande de renseignement et de prix est relative à l' acquisition d' un lot unique des vaisselles à la restauration, pour un montant minimum de F CFA 5 564 497.

**DONNEES SUR LE MARCHE**

1. Financement	Budget général HPD
2. Nom de l' Autorité contractante	HOPITAL PRINCIPAL DE DAKAR (HPD)
3. Intitulé du marché	Fourniture d'un lot unique de la vaisselle
4. Numéro du marché	F-Restauration-005
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture d' un lot unique des vaisselles à la restauration
6. Nom de l' attributaire du marché	ECIR
7. Nombre d' offres reçues,	4
8. Date de publicité de la demande de prix	17/06/2012
9. Date ouverture des plis	03/07/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	30/08/2012 et 31/08/2012
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	Bon de commande en lieu et place
13. Date de démarrage effectif de prestation	20/11/2012
14. Délai d' exécution	20 jours à compter de la réception du BC
15. Date de réception	20/11/2012
16. Montant du marché	5 564 497 F CFA
17. Montant du Budget	4 000 000 F CFA

**ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE**

Nos travaux nous ont permis de constater :

- la non approbation formelle du procès verbal d'attribution par la personne responsable du marché (PRM) en violation de l'article 83-3 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- l' absence de transmission du procès verbal d' attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que les plis ne sont pas ouverts aux date et heure indiquées dans la lettre d' invitation. En effet, la date limite était fixée le 29 juin 2012 et la séance d'ouverture ne s'est tenue que le 03 juillet 2012 en violation de l'article 67 alinéa 1 et 2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;



- le défaut de convocation des membres de la commission des marchés au moins cinq (5) jours francs avant la tenue de leurs réunions en violation des dispositions de l'article 39.1 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.

#### **RECOMMANDATIONS**

Nous recommandons à l' Hôpital Principal de Dakar de veiller au respect des dispositions des articles 39, 67 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics en :

- faisant approuver le procès verbal d'attribution formellement par le DG ;
- ouvrant les plis aux date et heure limite de dépôt des offres ;
- convoquant les membres de la commission au moins cinq (5) jours francs avant la tenue de leurs réunions ;
- transmettant le procès verbal d' attribution à la DCMP pour publication.

#### **CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE**

L' Hôpital Principal de Dakar n' a pas respecté les dispositions du Code des Marchés Publics et de ses textes d' application en matière d' approbation formelle du procès verbal d' attribution, de convocation des membres de la commission des marchés dans le délai réglementaire, d' ouverture des plis et de publication de l' attribution.

➤ **DRP - FOURNITURE DE FLAcons PET STERILISES DE 1,5 LITRE AVEC LES BOUCHONS POUR LES SERVICES CLINIQUES**

**COMMENTAIRES SUR LE MARCHE**

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de flacons PET stérilisés de 1,5 litre avec les bouchons pour les services cliniques, pour un montant de F CFA 14 726 400.

**DONNEES SUR LE MARCHE**

1. Financement	Budget général HPD
2. Nom de l'Autorité contractante	HOPITAL PRINCIPAL DE DAKAR (HPD)
3. Intitulé du marché	Fourniture de flacons PET
4. Numéro du marché	F-Restauration-005
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de flacons PET stérilisés de 1,5 litre avec les bouchons pour les services cliniques
6. Nom de l'attributaire du marché	FUMOA
7. Nombre d'offres reçues,	1
8. Date de publicité de la demande de prix	06/03/2012
9. Date ouverture des plis	30/03/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	08/05/2012 et 9/05/2012
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	16/11/2012
14. Délai d'exécution	Non précisé
15. Date de réception	16/11/2012
16. Montant du marché	14 726 400 F CFA
17. Montant du Budget	12 000 000 F CFA

**ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE**

Nos travaux nous ont permis de constater :

- la non approbation formelle du procès verbal d'attribution par la personne responsable du marché (PRM) en violation des dispositions de l'article 83-3 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- l'absence de transmission du procès verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que les plis ne sont pas ouverts aux date et heure indiquées dans la lettre d'invitation. En effet, la date limite était fixée le 19 mars 2012 et la séance d'ouverture ne s'est tenue que le 30 mars 2012 en violation de l'article 67 alinéa 1 et 2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- le défaut de convocation des membres de la commission des marchés au moins cinq (5) jours francs avant la tenue de leurs réunions en violation de l'article 39.1 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.

#### **RECOMMANDATIONS**

Nous recommandons à l' Hôpital Principal de Dakar de veiller au respect des dispositions des articles 39, 67 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics en :

- faisant approuver le procès verbal d'attribution formellement par le DG ;
- ouvrant les plis aux date et heure limite de dépôt des offres ;
- convoquant les membres de la commission au moins cinq (5) jours francs avant la tenue de leurs réunions ;
- transmettant le procès verbal d' attribution à la DCMP pour publication.

#### **CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE**

L' Hôpital Principal de Dakar n' a pas respecté les dispositions du Code des Marchés Publics et de ses textes d' application en matière d' approbation formelle du procès verbal d' attribution, de convocation des membres de la commission des marchés dans le délai réglementaire, d' ouverture des plis et de publication de l' attribution.

➤ **DRP : 995/01****COMMENTAIRES SUR LE MARCHE**

La demande de renseignement et de prix est relative à la fourniture de draps hospitaliers, au titre de l'année 2012.

**DONNEES DU MARCHE**

1. Financement	HPD
2. Nom de l'Autorité contractante	HPD
3. Intitulé du marché	fourniture de draps hospitaliers, au titre de l'année 2012
4. Numéro du marché	995/01
5. Description des biens, travaux ou service	fourniture de draps hospitaliers, au titre de l'année 2012
6. Nom de l'attributaire du marché	PICO MEGA
7. Nombre d'offres reçues,	4
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation	07/11/2012
10. Date ouverture des plis	19/11/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	Non communiquée
12. Date de publication des résultats	14/01/2013
13. Date Ordre de service de commencer	Non communiquée
14. Date de démarrage effectif de prestation	Non communiquée
15. Délai d'exécution	
16. Date de réception	
17. Montant du marché	12 390 000 F CFA
18. Montant du Budget	Non communiqué

**ANOMALIES ET POINTS DE NON CONFORMITE**

Nos travaux nous ont permis de constater les anomalies et points de non conformité ci-dessous :

- ✓ Le défaut de convocation des membres de la commission au moins 5 jours francs avant la réunion en violation des dispositions de l'article 39 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 Portant Code des marchés publics.
- ✓ La non-publication de l'attribution du marché dans le site de la DCMP en violation de l'article 78 alinéa 3 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics qui stipule que les DRP doivent faire l'objet d'une publication dans le site de la DCMP dès leur attribution.

**RECOMMANDATION :**

Nous vous recommandons de vous conformer aux dispositions ci-dessus.

**CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE**

Hormis les non conformités soulignées ci-avant, L' Hôpital Principal de Dakar a globalement respecté les dispositions du Code des Marchés Publics et de ses textes d' application.

➤ **DRP : 728/11**

### COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de pièce pour mammographie d'un montant 7 128 575 FCFA.

### DONNEES DU MARCHE

1. Financement	HPD
2. Nom de l'Autorité contractante	HPD
3. Intitulé du marché	Acquisition de pièce pour mammographie
4. Numéro du marché	728/11
5. Description des biens, travaux ou service	Pièce pour mammographie
6. Nom de l'attributaire du marché	STE
7. Nombre d'offres reçues,	1
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation	27/06/2012
10. Date ouverture des plis	10/07/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	04/09/2012
12. Date de publication des résultats	30/07/2012
13. Date Ordre de service de commencer	Non communiquée
14. Date de démarrage effectif de prestation	Non communiquée
15. Délai d'exécution	
16. Date de réception	
17. Montant du marché	7 128 575 FCFA
18. Montant du Budget	

### ANOMALIES ET POINTS DE NON CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater la non-publication de l'attribution du marché dans le site de la DCMP en violation de l'article 78 alinéa 3 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics qui stipule que les DRP doivent faire l'objet d'une publication dans le site de la DCMP dès leur attribution. Nous notons par ailleurs un taux de réponse faible. Un seul fournisseur a répondu à l' invitation.

### RECOMMANDATIONS

Nous vous recommandons de vous conformer aux dispositions de l'article 78 alinéa 3 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 Portant Code des marchés publics.

### CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis la non conformité soulignée ci-avant, l' Hôpital Principal de Dakar a globalement respecté les dispositions du Code des Marchés Publics et de ses textes d' application.

## ENTENTES DIRECTES

➤ **ED- FOURNITURE DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES**

**COMMENTAIRES SUR LE MARCHE**

Le marché passé par entente directe est relatif à l' acquisition de produits pharmaceutiques, pour un montant de F CFA 59 778 446.

**DONNEES SUR LE MARCHE**

1. Financement,	Budget Interne
2. Nom de l'Autorité contractante,	HOPITAL PRINCIPAL DE DAKAR (HPD)
3. Intitulé du marché,	Fourniture de produits pharmaceutiques
4. Numéro du marché,	F0526/12
5. Description des biens, travaux ou services,	Fourniture de produits pharmaceutiques
6. Nom de l'attributaire du marché,	TBS HEALTH AND CONSULTING SARL
7. Date ordre de service de commencer	02/05/2012
8. Date de démarrage effectif	03/12/2012
9. Délai d'exécution,	8 mois
10. Date de réception (provisoire)	03/12/2012
11. Montant marché	59 778 446 F CFA
12. Montant budget	59 000 000 F CFA

**MOTIF EVOQUE** : Exclusivité

**ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE**

Nos travaux nous ont permis de constater :

- le défaut de réquisition de la garantie de bonne exécution lors de la signature du contrat, en violation de l' article 115 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de l' article premier de l' arrêté n°11584 du 28 décembre 2007 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution.

**RECOMMANDATIONS**

Nous recommandons à l' Hôpital Principal de Dakar de veiller au respect des dispositions de l' article 115 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d' application notamment l' article premier de l' arrêté n°11584 du 28 décembre 2007 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution en requérant la garantie de bonne exécution pour les marchés qui ont atteint les seuils.

**CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE**

Hormis la non réquisition de la garantie de bonne exécution, l' Hôpital Principal de Dakar a essentiellement respecté les dispositions du Code et de ses textes d' application en matière de procédure de passation et d' exécution.



➤ **ED- ASSISTANCE ET MAINTENANCE DE L'IMAGERIE PAR RESONANCE MAGNETIQUE (IRM)**

**COMMENTAIRES SUR LE MARCHE**

Le marché passé par entente directe est relatif à l'assistance et maintenance de l'Imagerie par Résonance Magnétique (IRM), pour un montant de F CFA 84 960 000.

**DONNEES SUR LE MARCHE**

1. Financement,	Budget Interne
2. Nom de l'Autorité contractante,	HOPITAL PRINCIPAL DE DAKAR (HPD)
3. Intitulé du marché,	Assistance et maintenance
4. Numéro du marché,	S0106/12
5. Description des biens, travaux ou services,	Assistance et maintenance de l'Imagerie par Résonance Magnétique (IRM)
6. Nom de l'attributaire du marché,	CERTEC SA
7. Date ordre de service de commencer	30/01/2013
8. Date de démarrage effectif	PV de réception non transmis
9. Délai d'exécution,	1 an
10. Date de réception (provisoire)	PV de réception non transmis
11. Montant marché	84 960 000 F CFA
12. Montant budget	85 000 000 F CFA

**MOTIF EVOQUE** : Exclusivité

**ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE**

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'absence dans le dossier du procès verbal de réception ;
- le défaut de réquisition de la garantie de bonne exécution lors de la signature du contrat, en violation de l'article 115 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de l'article premier de l'arrêté n°11584 du 28 décembre 2007 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution.

**RECOMMANDATIONS**

Nous recommandons à l'Hôpital Principal de Dakar de veiller au respect des dispositions de l'article 115 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article premier de l'arrêté n°11584 du 28 décembre 2007 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution en requérant la garantie de bonne exécution pour les marchés qui ont atteint les seuils.

**CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE**

Hormis la non réquisition de la garantie de bonne exécution, l'Hôpital Principal de Dakar a essentiellement respecté les dispositions du Code et de ses textes d'application en matière de procédure de passation et d'exécution.

## ➤ ED : S0348/12

**COMMENTAIRES SUR LE MARCHE**

Le marché est relatif à la maintenance préventive et curative de la centrale d'air et d'oxygène.

**DONNEES DU MARCHE**

<b>Numéro marché</b>	<b>S0348/12</b>
1. Financement,	Budget investissement HPD
2. Nom de l'Autorité contractante,	HPD
3. Intitulé du marché,	Maintenance préventive et curative de la centrale d'air et d'oxygène
4. Numéro du marché,	S0348/12
5. Description des biens, travaux ou services,	maintenance préventive et curative de la centrale d'air et d'oxygène
6. Nom de l'attributaire du marché,	Carrefour Médical
7. Date ordre de service de commencer	
8. Date de démarrage effectif	
9. Délai d'exécution,	
10. Date de réception (provisoire)	
11. Montant marché	50 480 000 FCFA
12. Montant budget	50 000 000 FCFA

**ANOMALIES ET POINTS DE NON CONFORMITE**

Nos travaux nous ont permis de constater l'absence de mention dans le contrat d'une clause de révision des prix durant l'exécution des prestations en violation des dispositions de l'article 76 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 Portant Code des marchés publics.

**RECOMMANDATIONS**

Nous vous recommandons de vous conformer aux dispositions ci-dessus.

**CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE**

Hormis la non conformité soulignée ci-avant, l'Hôpital Principal de Dakar a globalement respecté les dispositions du Code des Marchés Publics et de ses textes d'application.

➤ **ED : S0348/12**

**COMMENTAIRES SUR LE MARCHE**

Le marché est relatif à la maintenance préventive et curative de la centrale d'air et d'oxygène.

**DONNEES DU MARCHE**

<b>Numéro marché</b>	<b>S0348/12</b>
1. Financement,	Budget investissement HPD
2. Nom de l'Autorité contractante,	HPD
3. Intitulé du marché,	maintenance préventive et curative de la centrale d'air et d'oxygène
4. Numéro du marché,	S0348/12
5. Description des biens, travaux ou services,	maintenance préventive et curative de la centrale d'air et d'oxygène
6. Nom de l'attributaire du marché,	Carrefour Médical
7. Date ordre de service de commencer	
8. Date de démarrage effectif	
9. Délai d'exécution,	
10. Date de réception (provisoire)	
11. Montant marché	50 480 000 FCFA
12. Montant budget	50 000 000 FCFA

**ANOMALIES ET POINTS DE NON CONFORMITE**

Nos travaux nous ont permis de constater la non-insertion dans le contrat d'une clause de révision des prix durant l'exécution des prestations en violation des dispositions de l'article 76 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 Portant Code des marchés publics.

**RECOMMANDATIONS**

Nous vous recommandons de vous conformer aux dispositions ci-dessus.

**CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE**

Hormis la non conformité soulignée ci-avant, l' Hôpital Principal de Dakar a globalement respecté les dispositions du Code des Marchés Publics et de ses textes d' application.

## APPELS D'OFFRES OUVERTS

➤ **AOO N°2012-F-PHARM.-040/HPD - FOURNITURE DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES  
REPARTIS EN 19 LOTS**

**COMMENTAIRES SUR LE MARCHE**

L' appel d' offres ouvert national est relatif à un marché à commande pour la fourniture de spécialités pharmaceutiques répartis en 19 lots, pour un montant minimum de F CFA 51 723 080.

**DONNEES SUR LE MARCHE**

<b>Numéro DAO</b>	<b>2012-F-Pharm.-040/HPD</b>
1. Financement,	Budget général HPD
2. Nom de l' Autorité contractante:	HOPITAL PRINCIPAL DE DAKAR (HPD)
3. Intitulé du marché:	Fourniture
4. Numéro du marché:	F1321/12
5. Description des biens, travaux ou services,	Fourniture de spécialités pharmaceutiques répartis en 19 lots
6. Nom de l'attributaire du marché,	FOURNITURES HOSPITALIERES ET MEDICALES (FHM)
7. Nombre d'offres reçues,	4
8. Date limite de dépôt des offres	15/06/2012
9. Date d'ouverture des plis	15/06/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	31/08/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	08/10/2012
12. Date d'Approbation	08/10/2012
13. Date de notification	19/10/2012
14. Date de publication de l'attribution définitive	Journal de publication non transmis
15. Date ordre de service de commencer	N/A
16. Date de démarrage effectif	04/01/2013
17. Délai d'exécution,	1 an
18. Date de réception (provisoire)	04/01/2013
19. montant marché minimum	51 723 080 F CFA
20. montant marché maximum	73 639 000 F CFA
21. montant budget	190 000 000 F CFA

**ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE**

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'absence dans le dossier du journal de publication de l' avis d' attribution définitive ;
- le défaut de réquisition de la garantie de bonne exécution lors de la signature du contrat, en violation de l' article 115 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des

Marchés Publics et de l' article premier de l' arrêté n°11584 du 28 décembre 2007 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

- la non approbation formelle du procès verbal d'attribution par la personne responsable du marché (PRM) en violation de l'article 83-3 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.

#### **RECOMMANDATIONS**

Nous recommandons à l' Hôpital Principal de Dakar de veiller au respect des dispositions des articles 83 et 115 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d' application notamment l' article premier de l' arrêté n°11584 du 28 décembre 2007 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution en :

- faisant approuver le procès verbal d'attribution formellement par le DG ;
- requérant la garantie de bonne exécution pour les marchés qui ont atteint les seuils.

#### **CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE**

Hormis l' absence d' approbation formelle du procès verbal d' attribution et la non réquisition de la garantie de bonne exécution, l' Hôpital Principal de Dakar a essentiellement respecté les dispositions du Code et de ses textes d' application en matière de procédure de passation et d' exécution.

➤ **AOO N°2012-F-PHARM-038/HPD - FOURNITURE EN DIX HUIT (18) LOTS DE REACTIFS ET CONSOMMABLES DE LABORATOIRE**

**COMMENTAIRES SUR LE MARCHE**

L' appel d' offres ouvert national est relatif à la fourniture en dix huit (18) lots de Réactifs et Consommables de Laboratoire, pour un montant minimum de F CFA 55 692 030.

**DONNEES SUR LE MARCHE**

<b>Numéro DAO</b>	<b>2012-F-Pharm-038/HPD</b>
1. Financement,	Budget général HPD
2. Nom de l'Autorité contractante:	HOPITAL PRINCIPAL DE DAKAR (HPD)
3. Intitulé du marché:	Fourniture
4. Numéro du marché:	F0743/12
5. Description des biens, travaux ou services,	Fourniture en dix huit (18) lots de Réactifs et Consommables de Laboratoire
6. Nom de l'attributaire du marché,	TECHNOLOGIES SERVICES
7. Nombre d'offres reçues,	9
8. Date limite de dépôt des offres	13/03/2012
9. Date d'ouverture des plis	13/03/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	19/05/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	20/06/2012
12. Date d'Approbation	20/06/2012
13. Date de notification	19/10/2012
14. Date de publication de l'attribution définitive	12/07/2012
15. Date ordre de service de commencer	N/A
16. Date de démarrage effectif	07/12/2012
17. Délai d'exécution,	45 jours à compter de la notification
18. Date de réception (provisoire)	07/12/2012
19. montant marché	55 692 030 F CFA
20. montant budget	242 100 000 F CFA

**ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE**

Nos travaux nous ont permis de constater :

- le défaut de réquisition de la garantie de bonne exécution lors de la signature du contrat, en violation de l' article 115 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de l' article premier de l' arrêté n°11584 du 28 décembre 2007 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- la non approbation formelle du procès verbal d'attribution par la personne responsable du marché (PRM) en violation de l'article 83-3 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- le défaut de convocation des membres de la commission des marchés au moins cinq (5) jours francs avant la tenue de leurs réunions en violation de l'article 39.1 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.

### **RECOMMANDATIONS**

Nous recommandons à l' Hôpital Principal de Dakar de veiller au respect des dispositions des articles 39, 69, 83 et 115 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d' application notamment l' article premier de l' arrêté n°11584 du 28 décembre 2007 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution en :

- faisant approuver le procès verbal d'attribution formellement par le DG ;
- requérant la garantie de bonne exécution pour les marchés qui ont atteints les seuils ;
- convoquant les membres de la commission au moins cinq (5) jours francs avant la tenue de leurs réunions.

### **CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE**

L' Hôpital Principal de Dakar n' a pas respecté les dispositions du Code des Marchés Publics et de ses textes d' application en matière d' approbation formelle du procès verbal d' attribution, de réquisition de la garantie de bonne exécution, et de convocation des membres de la commission des marchés dans le délai règlementaire.



➤ **AOO N°2012-F-Mat-016/HPD - FOURNITURE PAR MARCHÉ DE COMMANDE EN SIX (6) LOTS DE CONSOMMABLES D'ATELIERS**

**COMMENTAIRES SUR LE MARCHÉ**

L' appel d' offres ouvert national est relatif à un marché à commande pour la fourniture de six (6) lots de consommables d'ateliers, pour un montant minimum de F CFA 48 013 321.

**DONNEES SUR LE MARCHÉ**

<b>Numéro DAO</b>	<b>2012-F-Mat-016/HPD</b>
1. Financement,	Budget général HPD
2. Nom de l'Autorité contractante:	HOPITAL PRINCIPAL DE DAKAR (HPD)
3. Intitulé du marché:	Fourniture
4. Numéro du marché:	F0809/12
5. Description des biens, travaux ou services,	Fourniture par marché de commande en six (6) lots de consommables d'ateliers
6. Nom de l'attributaire du marché,	GIE DJANATOU NAHIM
7. Nombre d'offres reçues,	6
8. Date limite de dépôt des offres	03/04/2012
9. Date d'ouverture des plis	03/04/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	15/06/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	04/07/2012
12. Date d'Approbation	04/07/2012
13. Date de notification	11/07/2012
14. Date de publication de l'attribution définitive	13/07/2012
15. Date ordre de service de commencer	N/A
16. Date de démarrage effectif	12/09/2012
17. Délai d'exécution,	1 an renouvelable par avenant
18. Date de réception (provisoire)	12/09/2012
19. montant marché minimum	48 013 321 F CFA
20. montant marché maximum	77 367 998 F CFA
21. montant budget	65 000 000 F CFA

**ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE**

Nos travaux nous ont permis de constater :

- le défaut de réquisition de la garantie de bonne exécution lors de la signature du contrat, en violation de l' article 115 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de l' article premier de l' arrêté n°11584 du 28 décembre 2007 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- la non approbation formelle du procès verbal d'attribution par la personne responsable du marché (PRM) en violation de l'article 83-3 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- que le délai entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire dépasse celui prévu par les dispositions des articles 70 et 83 alinéa 1 et 3 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui est de 21 jours au maximum c'est à dire quinze (15) jours au maximum pour l'analyse et l'évaluation, trois (03) jours pour attribution et établissement du procès verbal et enfin trois (03) jours pour approbation du procès verbal d'attribution. En effet, l'ouverture des plis est effectuée le 03 avril 2012 et la publication de l'attribution provisoire a eu lieu le 15 juin 2012 ;
- le défaut de convocation des membres de la commission des marchés au moins cinq (5) jours francs avant la tenue de leurs réunions en violation de l'article 39.1 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.

## RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'Hôpital Principal de Dakar de veiller au respect des dispositions des articles 39, 70, 83 et 115 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article premier de l'arrêté n°11584 du 28 décembre 2007 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution en :

- faisant approuver le procès verbal d'attribution formellement par le DG ;
- respectant les délais entre l'ouverture, l'évaluation et l'attribution ;
- convoquant les membres de la commission au moins cinq (5) jours francs avant la tenue de leurs réunions ;
- requérant la garantie de bonne exécution pour les marchés qui ont atteint les seuils.

## CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

L'Hôpital Principal de Dakar n'a pas respecté les dispositions du Code des Marchés Publics et de ses textes d'application en matière d'approbation formelle du procès verbal d'attribution, de réquisition de la garantie de bonne exécution, de convocation des membres de la commission des marchés dans le délai réglementaire et de délai entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire.

➤ **AOO N°2012- S-IB-012/HPD - TRAVAUX DE MAINTENANCE DE DISPOSITIFS BIOMEDICAUX A L'HOPITAL PRINCIPAL DE DAKAR EN 19 LOTS**

**COMMENTAIRES SUR LE MARCHE**

L' appel d' offres ouvert national est relatif aux travaux de maintenance de dispositifs biomédicaux, pour un montant minimum de F CFA 55 460 000.

**DONNEES SUR LE MARCHE**

<b>Numéro DAO</b>	<b>2012-S-IB-012/HPD</b>
1. Financement,	Budget général HPD
2. Nom de l'Autorité contractante:	HOPITAL PRINCIPAL DE DAKAR (HPD)
3. Intitulé du marché:	Service
4. Numéro du marché:	F1152/12
5. Description des biens, travaux ou services,	Travaux de maintenance de dispositifs biomédicaux à l'Hôpital Principal de Dakar en 19 lots
6. Nom de l'attributaire du marché,	TBS HEALTH and CONSULTING SARL
7. Nombre d'offres reçues,	12
8. Date limite de dépôt des offres	15/05/2012
9.Date d'ouverture des plis	15/05/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	13/08/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	11/09/2012
12. Date d'Approbation	19/09/2012
13. Date de notification	28/09/2012
14.Date de publication de l'attribution définitive	08/09/2012
15. Date ordre de service de commencer	28/09/2012
16. Date de démarrage effectif	03/09/2012
17. Délai d'exécution,	1 an renouvelable par avenant
18. Date de réception (provisoire)	03/09/2012
19. montant marché	55 460 000 F CFA
20. montant budget	70 000 000 F CFA

**ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE**

Nos travaux nous ont permis de constater :

- le défaut de réquisition de la garantie de bonne exécution lors de la signature du contrat, en violation de l' article 115 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de l' article premier de l' arrêté n°11584 du 28 décembre 2007 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- la non approbation formelle du procès verbal d'attribution par la personne responsable du marché (PRM) en violation de l'article 83-3 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- que le délai entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire dépasse celui prévu par les dispositions des articles 70 et 83 alinéa 1 et 3 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011

portant Code des Marchés Publics qui est de 21 jours au maximum c'est à dire quinze (15) jours au maximum pour l'analyse et l'évaluation, trois (03) jours pour attribution et établissement du procès verbal et enfin trois (03) jours pour approbation du procès verbal d'attribution. En effet, l'ouverture des plis est effectuée le 15 mai 2012 et le marché attribué provisoirement le 28 juin 2012 et la publication de l'avis d'attribution provisoire n'est intervenue que le 13 août 2012 ;

- le défaut d'approbation du marché dans le délai de validité des offres de 90 jours exigé dans l'AAO publié et indiqué dans la clause 19.1 des DPAO et aucune demande de prolongation de délai de validité des offres n'a été versée dans le dossier ;
- le défaut de convocation des membres de la commission des marchés au moins cinq (5) jours francs avant la tenue de leurs réunions en violation de l'article 39.1 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.

## RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'Hôpital Principal de Dakar de veiller au respect des dispositions des articles 39, 70, 83 et 115 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article premier de l'arrêté n°11584 du 28 décembre 2007 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution en :

- faisant approuver le procès verbal d'attribution formellement par le DG ;
- respectant les délais entre l'ouverture, l'évaluation et l'attribution ;
- convoquant les membres de la commission au moins cinq (5) jours francs avant la tenue de leurs réunions ;
- requérant la garantie de bonne exécution pour les marchés qui ont atteint les seuils ;
- approuvant les marchés dans le délai de validité des offres ou en demandant une prolongation des délais de validité aux soumissionnaires.

## CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

L'Hôpital Principal de Dakar n'a pas respecté les dispositions du Code des Marchés Publics et de ses textes d'application en matière d'approbation formelle du procès verbal d'attribution, de réquisition de la garantie de bonne exécution, de convocation des membres de la commission des marchés dans le délai réglementaire, de délai entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire et de délai de validité des offres.

➤ **AOO N°2012-F- REST-002 - FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES**

**COMMENTAIRES SUR LE MARCHE**

L'avenant est relatif à un marché à commande pour la fourniture de denrées alimentaires, pour un montant minimum de F CFA 117 467 930.

**DONNEES SUR LE MARCHE**

<b>Numéro DAO</b>	<b>2012-F-Rest-002</b>
1. Financement,	Budget général HPD
2. Nom de l'Autorité contractante:	HOPITAL PRINCIPAL DE DAKAR (HPD)
3. Intitulé du marché:	Fourniture de denrées alimentaires
4. Numéro du marché:	F0185/12
5. Description des biens, travaux ou services,	Fourniture de denrées alimentaires
6. Nom de l'attributaire du marché,	FOURNISSEURS LIBRES SERVICES (FLS)
7. Nombre d'offres reçues,	N/A
8. Date limite de dépôt des offres	N/A
9. Date d'ouverture des plis	N/A
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	N/A
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	02/02/2012
12. Date d'Approbation	02/02/2012
13. Date de notification	N/A
14. Date de publication de l'attribution définitive	N/A
15. Date ordre de service de commencer	N/A
16. Date de démarrage effectif	20/02/2012
17. Délai d'exécution,	1 an renouvelable par avenant
18. Date de réception (provisoire)	20/02/2012
19. montant marché minimum	117 467 930 F CFA
20. montant marché maximum	120 915 140 F CFA
21. montant budget	200 000 000 F CFA

**ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE**

Nous n' avons pas constaté d' anomalies dans la procédure de passation de ce marché.

**CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE**

L' Hôpital Principal de Dakar a essentiellement respecté les dispositions du Code des Marché publics et de ses textes d' application en matière de procédure de passation et d' exécution.

➤ **AOO : 2012-F-PHARM.-043/HPD**

**COMMENTAIRES SUR LE MARCHE**

Le marché à commande est relatif à la fourniture en trois lots de fournitures pour imagerie médicale: sous lot 3 du lot n°1 les articles 1 à 8 du lot 2 et les articles 4 à 8 et 11 du lot 3.

**DONNEES DU MARCHE**

<b>Numéro DAO</b>	<b>2012-F-Pharm-043/HPD</b>
1. Financement,	HPD
2. Nom de l'Autorité contractante:	HOPITAL PRINCIPAL DE DAKAR
3. Intitulé du marché:	Fourniture en trois lots de fournitures pour imagerie médicale: sous lot 3 du lot n°1 les articles 1 à 8 du lot 2 et les articles 4 à 8 et 11 du lot 3
4. Numéro du marché:	F 0811/12
5. Description des biens, travaux ou services,	de fournitures pour imagerie médicale
6. Nom de l'attributaire du marché,	AFRIMED
7. Nombre d'offres reçues,	4
8. Date limite de dépôt des offres	15/03/2012
9. Date d'ouverture des plis	15/03/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	05/05/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	04/07/2012
12. Date d'Approbation	04/07/2012
13. Date de notification	13/07/2012
14. Date de publication de l'attribution définitive	non communiquée
15. Date ordre de service de commencer	non communiquée
16. Date de démarrage effectif	non communiquée
17. Délai d'exécution,	N/A
18. Date de réception (provisoire)	
19. Montant marché	2 438 333<M<2 601 267 FCFA
20. Montant budget	270 000 000 FCFA
21. délai de validité de l'offre	90 jours

**ANOMALIES ET POINT DE NON CONFORMITE**

Nos travaux nous ont permis de constater les anomalies et points de non conformité ci-dessous :

- ✓ La non approbation du procès verbal d'attribution par l'autorité contractante en violation des dispositions de l'article 83 alinéa 2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés public ;
- ✓ La non-publication de l'avis d'attribution définitive en violation des dispositions de l'article 84 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 Portant Code des marchés publics qui stipule que l'autorité contractante doit publier un avis de l'attribution définitive.

**RECOMMANDATION :**

Nous vous recommandons de vous conformer aux dispositions ci-dessus.

**CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE**

Hormis les non conformités précitées, l' Hôpital Principal de Dakar a essentiellement respecté les dispositions du Code et de ses textes d' application en matière de procédure de passation et d' exécution.

➤ **AOO : 2012-F-PHARM.-018/HPD**

**COMMENTAIRES SUR LE MARCHÉ**

Le marché à commande est relatif à la fourniture en 8 lots d'équipement pour le service de Médecine.

**DONNEES DU MARCHÉ**

<b>Numéro DAO</b>	<b>2012-F-IB_018/HPD</b>
1. Financement,	BUDGET INVESTISSEMENT 2011
2. Nom de l'Autorité contractante:	HPD
3. Intitulé du marché:	Fourniture en 8 lots d'équipement pour le service de Médecine
4. Numéro du marché:	F1244/12
5. Description des biens, travaux ou services,	fourniture d'endoscopes (LOT 5) fourniture de boîtier holters tensionnels (LOT 6) fourniture de boîtiers ECG fourniture d'un cycloergomètre
6. Nom de l'attributaire du marché,	SCIENCE ET TECHNOLOGY ENGINEERING
7. Nombre d'offres reçues,	4
8. Date limite de dépôt des offres	22/05/2012
9. Date d'ouverture des plis	22/05/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	25/08/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	28/09/2012
12. Date d'Approbation	28/09/2012
13. Date de notification	12/10/2012
14. Date de publication de l'attribution définitive	non communiquée
15. Date ordre de service de commencer	Non communiquée
16. Date de démarrage effectif	Non communiquée
17. Délai d'exécution,	60 jours
18. Date de réception (provisoire)	Non communiquée
19. montant marché	96 894 400 F CFA
20. montant budget	
21. délai de validité de l'offre	90 jours

**ANOMALIES ET POINT DE NON CONFORMITE**

Nos travaux nous ont permis de constater les anomalies et points de non conformité ci-dessous :

- ✓ La non approbation du procès verbal d'attribution par l'autorité contractante en violation des dispositions de l'article 83 alinéa 2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 Portant Code des marchés public.
- ✓ La non-publication de l'avis d'attribution définitive en violation de l'article 84 du DECRET N°2011-1048 du 27 juillet 2011 Portant Code des marchés publics qui stipule que l'autorité contractante doit publier un avis de l'attribution définitive.



- ✓ Le non-respect du délai maximum de 15 jours entre l'ouverture des offres de l'avis d'attribution en violation de l'article 70 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 Portant Code des marchés publics qui stipule que : la commission dispose d'un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la séance d'ouverture des plis pour proposer à l'autorité contractante un candidat.

## **RECOMMANDATIONS**

Nous vous recommandons de vous conformer aux dispositions ci dessus

## **CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE**

Hormis les non conformités précitées, l' Hôpital Principal de Dakar a essentiellement respecté les dispositions du Code et de ses textes d' application en matière de procédure de passation et d' exécution.

➤ **AOO : 2012-F-PHARM-017/HPD**

**COMMENTAIRES SUR LE MARCHE**

Le marché est relatif à la fourniture de centrifugeuse (lot 6) et appareil d'echodoppler.

**DONNEES DU MARCHE**

<b>Numéro DAO</b>	<b>AAO N° 2012-F-IB-017/HPD</b>
1. Financement,	HPD
2. Nom de l'Autorité contractante:	HOPITAL PRINCIPAL DE DAKAR
3. Intitulé du marché:	Fourniture en seize lots d'équipement pour service d'urgence
4. Numéro du marché:	F1257/12
5. Description des biens, travaux ou services,	fourniture de centrifugeuse (lot6) et appareil d'echodoppler
6. Nom de l'attributaire du marché,	
7. Nombre d'offres reçues,	12
8. Date limite de dépôt des offres	06/04/2012
9. Date d'ouverture des plis	06/04/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	14/08/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	28/09/2012
12. Date d'Approbation	28/09/2012
13. Date de notification	12/10/2014
14. Date de publication de l'attribution définitive	Non communiquée
15. Date ordre de service de commencer	Non communiquée
16. Date de démarrage effectif	Non communiquée
17. Délai d'exécution,	60 jours
18. Date de réception (provisoire)	Non communiquée
19. montant marché	81 148 261 FCFA
20. montant budget	
21. délai de validité de l'offre	90 jours

**ANOMALIES ET POINT DE NON CONFORMITE**

Nos travaux nous ont permis de constater les anomalies et points de non conformité ci-dessous :

- ✓ La non approbation du procès verbal d'attribution par l'autorité contractante en violation des dispositions de l'article 83 alinéa 2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.
- ✓ La non-publication de l'avis d'attribution définitive en violation de l'article 84 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics qui stipule que l'autorité contractante doit publier un avis de l'attribution définitive.
- ✓ Le non-respect du délai maximum de 15 jours entre l'ouverture des offres de l'avis d'attribution en violation de l'article 70 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 Portant Code des marchés publics qui stipule que : la commission dispose d'un délai

maximum de quinze (15) jours à compter de la séance d'ouverture des plis pour proposer à l'autorité contractante un candidat.

**RECOMMANDATION :**

Nous vous recommandons de vous conformer aux dispositions ci-dessus.

**CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE**

Hormis les non conformités précitées, l' Hôpital Principal de Dakar a essentiellement respecté les dispositions du Code et de ses textes d' application en matière de procédure de passation et d' exécution.

## OBSERVATIONS DE L'HPD



LLS

**Courrier Arrivée**

Le, 18/06/14

N° 295

N° 1344 /HPD/SAGF/CM

Dakar, le 18/6/14

Tel : 33 839 50 50  
Fax : 33 839 50 88  
B P : 3006 DAKAR

Le Médecin Général de Brigade Boubacar WADE  
Professeur Agrégé du Val de Grâce  
Médecin Chef de l'Hôpital Principal

A

Monsieur le Directeur du Cabinet Grant Thornton -  
2 place de l'Indépendance – immeuble SDIH , 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>  
et 4<sup>e</sup> étage – BP 7642 - Dakar  
Tel : 33 889 70 70 - Fax : 33 821 10 70

**O b j e t :** Commentaires sur le rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la Gestion 2012.

**Pièce jointe :** une annexe

Monsieur le Directeur,

Je vous remercie d'avoir bien voulu nous envoyer le rapport provisoire sur l'exécution des marchés publics de l'année 2012.

Je vous joins en annexe nos commentaires.

Je vous prie de croire Monsieur, à l'expression de ma considération distinguée.



ANNEXE A LA LETTRE N° 1344 /HPD/SAGF/CM du 18/6/14

**Commentaires sur le Rapport provisoire de la mission  
de revue indépendante de la conformité de la passation  
des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2012.**

**1- Pour la DRP relative à l'acquisition de vaisselles à la Restauration (page 32):**

Dans les anomalies constatées sur le rapport, il est mentionné l'absence dans le dossier du procès verbal de réception et du bon de commande. Ces deux documents existaient dans le dossier. Nous joignons à la présente lettre, une copie du PV de réception et du bon de commande jointe).

**2- Pour la DRP relative à l'acquisition de flacons PET (Page 34):**

Dans les anomalies constatées sur le rapport, il est mentionné l'absence dans le dossier du procès verbal de réception. Le PV figurait bien dans le dossier. Une copie du document est ci jointe.

**3- Pour le marché par Entente Directe avec la société TBS pour l'acquisition de produits pharmaceutiques (page 39):**

Dans les anomalies constatées sur le rapport, il est mentionné l'absence dans le dossier du procès verbal de réception. Le PV figurait bien dans le dossier. Une copie du document est ci jointe.

**4- Pour le marché par Entente Directe avec la société CERTEC pour l'entretien et la maintenance de l'IRM (page 39):**

Dans les anomalies constatées sur le rapport, il est mentionné l'absence dans le dossier du procès verbal de réception. Ce marché est une prestation de service. Le procès verbal de réception conviendrait pour un marché de fourniture. Je vous joins la fiche d'intervention du prestataire, contresignée et validée par le chef du département d'ingénierie biomédicale de l'Hôpital principal de Dakar.

**5- Pour l'appel d'offres relatif à la maintenance de dispositifs biomédicaux avec la société TBS (page 50) :**

Dans les anomalies constatées sur le rapport, il est mentionné l'absence dans le dossier du procès verbal de réception. Ce marché est une prestation de service. Je vous joins la fiche d'intervention du prestataire, contresignée et validée par le chef de la section atelier biomédical de l'Hôpital principal de Dakar.

Pour les autres observations figurant dans le rapport, nous en prenons acte.

**REPONSE DE L'AUDITEUR**

Dakar le 20 juin 2014

**A Monsieur le Directeur Général de l' Hôpital Principal de Dakar (HPD)**

**N/Réf : 0793/2014/MG/MND/RC**

**Objet** : Réponse aux commentaires de l' HPD à notre rapport provisoire sur la revue indépendante des marchés conclus au titre de l' exercice 2012.

**Référence** : N° 1341/HPD/SAGF/CM du 18 juin 2014

**Monsieur le Directeur,**

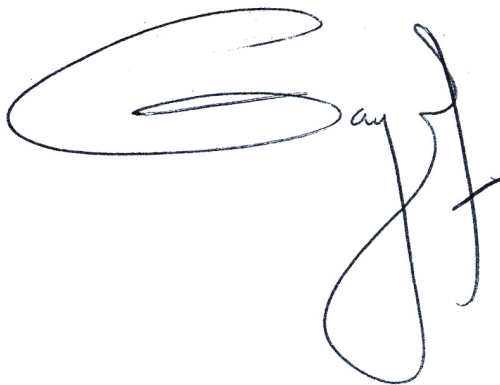
Nous accusons réception de la lettre citée en référence, relative à l'objet précité et vous en remercions.

Nous vous prions de trouver en annexe notre réponse relative aux observations de l' HPD.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions d'agréer Monsieur le Directeur Général, l'assurance de notre considération distinguée.

**Mansour GAYE**

**Associé**





**ANNEXE: REPONSES AUX OBSERVATIONS DE L'HPD SUR NOTRE RAPPORT  
PROVISoire**

Points d' observations de l' Hôpital Principal de Dakar (HPD)	Réponses de l' Auditeur
1) Non transmission du PV de réception et du bon de commande pour la DRP relative à l' acquisition de vaisselles.	Nous prenons acte des pièces jointes.
2) Non transmission du PV de réception pour la DRP relative à l' acquisition de flacons PET.	Nous prenons acte de la pièce jointe.
3) Non transmission du PV de réception pour l' ED relative à l' acquisition de produits pharmaceutiques.	Nous prenons acte de la pièce jointe.
4) Non transmission de la fiche d' intervention pour l' ED relative à la maintenance de l' IRM.	Nous prenons acte de la pièce jointe.
5) Non transmission de la fiche d' intervention pour l' appel d' offres relatif à la maintenance des dispositifs biomédicaux.	Nous prenons acte de la pièce jointe.